## Campagne « pour des prix équitables dans l'agriculture suisse » des Jeunes agriculteurs jurassiens

Aujourd'hui, d'innombrables labels et exigences légales suisses garantissent au consommateur une production respectueuse des animaux et de la nature. Ils imposent cependant un grand nombre de restrictions souvent sources de frais supplémentaires pour les producteurs. Cela sans leur assurer de prix équitables. D'ailleurs, lorsqu'on regarde la chaine de transformation, on constate que l'essentiel de la valeur ajoutée revient à la grande distribution et pas aux agriculteurs.

Chaque grand distributeur dispose aujourd'hui de sa propre palette de labels qui sont massivement employés pour faire de la publicité en diffusant l'image idyllique d'une agriculture où tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Malheureusement, cette image est loin de la réalité. Même les exploitations les plus performantes parviennent à peine à couvrir leurs coûts de production et encore, au prix de grands sacrifices. La situation économique précaire, pour ne pas dire menacée, de nombreuses familles paysannes va à l'encontre de la production durable prônée par les labels.

Dans ce contexte, le groupe des Jeunes agriculteurs cherche à rendre attentifs les consommateurs à la grande illusion du soi-disant soutien de la grande distribution à l'agriculture. Bien au contraire, ce sont les méthodes employées par les entreprises de la transformation et la grande distribution qui sont à l'origine d'un grand nombre de perturbation sur les marchés agricoles. Ces derniers qui ont officiellement été libéralisés sont censés répondre à la loi de l'offre et de la demande. Cependant aussi bien l'exemple du lait que celui de la viande nous montrent que ce sont des marchés qui ne fonctionnent pas et sont sous le contrôle de quelques entreprises toutes puissantes. Nous constatons que les structures mises en place favorisent une surproduction et maintiennent les prix sous pression.

La politique économique ultra-libérale toujours en vogue aujourd'hui, met en concurrence directe des chefs d'entreprise confrontés à des situations structurelles complétement différentes, en Suisse et dans le reste du monde. On veut ainsi ouvrir nos supermarchés à l'huile de palme produite sans aucun égard à l'environnement, ni à l'éthique sociale. On veut noyer le marché du lait suisse sous un tsunami de lait industriel en provenance de gigantesques exploitations européennes qui font fi des normes bien ancrées dans l'agriculture suisse.

Une agriculture durable n'est possible que reposant sur trois piliers environnementaux, économiques et sociaux stables et sûrs. Comment envisager une agriculture durable alors qu'on brade systématiquement le pilier économique, dégradant le pilier social et qu'on se voile la face derrière un pilier environnemental renforcé qui devrait tout supporter ?

Un constat est clair : les prix payés ne permettent pas de couvrir les coûts de production. La situation n'est plus tenable pour les agriculteurs, en particuliers pour les jeunes qui ont souvent du mal à envisager un avenir stable. Cette inquiétude et ce manque de perspective nous ont motivé à réagir. C'est pour cela que nous menons aujourd'hui une campagne sur nos terres. Pour reconstruire le pont entre l'agriculture et les produits qu'on retrouve en supermarché. Nous dénonçons également la libéralisation sans limite, qui met les producteurs suisses dans une situation de concurrence intenable.

De nombreuses études le prouvent, les consommateurs sont prêts à payer plus pour des produits de qualité et de proximité. Il est plus que temps d'arrêter d'utiliser cette preuve de confiance pour renflouer les caisses des grands distributeurs et de rendre aux payeurs ce qu'ils sont en droit d'attendre : une agriculture suisse viable, de proximité et produisant des matières premières de qualité en accord avec des normes éditées par la communauté.